

David Chavalarias

TOMIC

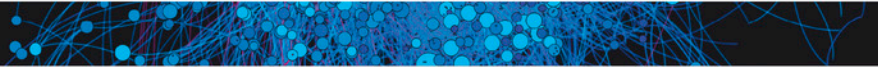
Flammarion

DATA

*Pourquoi
les « Big Tech »
menacent
la démocratie
et comment
leur résister !*

**CÉDRIC
VILLANI**

**Comment les réseaux
manipulent nos opinions**



« Le 5 mai 2017, durant l'entre-deux-tours de la présidentielle, un tweet révèle des milliers de courriels de l'équipe d'En Marche. Il sera massivement relayé pour tenter de faire basculer l'opinion, et avec elle l'élection.

Qui était à la manœuvre de ces MacronLeaks? Le GRU russe, qui aurait hacké les boîtes mail, l'alt-right, l'extrême droite française... et 20 000 bots, des robots pilotés par intelligence artificielle. »

D'élection en élection, une lame de fond s'abat sur chaque citoyen : les réseaux sociaux nous manipulent et déchirent notre tissu social. De fait, la science révèle notre dangereuse inadaptation à la nouvelle donne numérique. Comment se prémunir des intoxications à l'heure du vote ? Une analyse stupéfiante doublée de pistes concrètes, tant individuelles que collectives, pour nous protéger et préserver nos démocraties.

Mathématicien, David Chavalarias est directeur de recherche au CNRS, au Centre d'analyse et de mathématique sociales de l'EHESS. À l'Institut des systèmes complexes de Paris Île-de-France qu'il dirige, il a lancé en 2016 le projet Politoscope, dédié à l'analyse des réseaux sociaux et du militantisme politique en ligne.

« Chercheur reconnu dans son domaine, David Chavalarias explore la dynamique des idées dans les réseaux sociaux avec l'acuité d'un astronome scrutant le mouvement des galaxies. Tous les citoyens devraient lire cet essai qui explique, mieux qu'aucun autre, pourquoi les « Big Tech » menacent la démocratie – et comment leur résister. »

CÉDRIC VILLANI

Flammarion

TOXIC DATA

David Chavalarias

TOXIC DATA

Flammarion

À Florence, Clémence,
et toutes celles et ceux qui tiennent à la démocratie.

Infographies : Laurent Blondel/Corédoc.

© Flammarion, 2022
ISBN : 978-2-0802-7494-6

Avant-propos

Le 6 janvier 2021, des milliers de manifestants prenaient d'assaut le Capitole, à Washington, où siège le Congrès américain. Munis de casques antiémeutes, d'explosifs, de masques à gaz, de boucliers, de bombes lacrymogènes, de feux d'artifice, de tuyaux métalliques et de battes de baseball, ils étaient bien décidés à interrompre par la force la certification de l'élection de Joe Biden. Ce jour-là, la première puissance nucléaire mondiale a failli basculer dans le chaos.

Comme beaucoup, j'ai suivi en direct ce qui est maintenant qualifié de tentative de coup d'État¹. Jusque tard dans la nuit, du fait du décalage horaire, j'ai visionné, sidéré, les vidéos que les émeutiers eux-mêmes diffusaient sur les réseaux sociaux. Je me souviens du frisson qui m'a parcouru lorsque j'ai aperçu une colonne d'émeutiers armés jusqu'aux dents, en tenues militaires, se frayer un chemin à travers la foule compacte qui s'agglutinait à l'extérieur du Capitole. Leur but immédiat, sans aucun

1. Voir par exemple la déclaration du Cline Center, un centre de recherche non partisan de l'université de l'Illinois, qui documente depuis de nombreuses années les émeutes et manifestations politiques autour du globe : clinecenter.illinois.edu/coup-detat-project-cdp/state-ment_jan.27.2021.

doute, était de neutraliser ces « gauchistes radicaux », comme les appelait Donald Trump, qui leur avaient « volé » l'élection, et de donner aux élus républicains « la fierté et l'audace dont ils [avaient] besoin pour reprendre [leur] pays »¹. Un échafaud flambant neuf, monté à l'extérieur du Capitole, signalait à ceux qui en doutaient encore qu'il s'agissait bien de vie ou de mort. « Pendez Mike Pence² ! » hurlaient certains manifestants en pénétrant dans le Capitole.

Rétrospectivement, le plus effrayant est, et de loin, l'état d'esprit dans lequel cette foule s'est ruée sur le Capitole. « Ça ressemblait presque à un festival de musique », rapporte un reporter sur place. Certains émeutiers avaient fait le voyage depuis l'autre bout du pays, comme cette Texane courtière en immobilier, venue en jet privé à l'appel du Président, convaincue que « l'élection était truquée ». Après avoir pénétré dans le Capitole, elle s'est empressée de tourner une vidéo promotionnelle où elle déclame, avec un aplomb stupéfiant : « Vous savez tous qui engager comme agent immobilier. Jenna Ryan, votre agent immobilier ! » Inculpée par le FBI, la femme ne s'est pas départie pour autant de sa désinvolture : « Je ne peux pas faire l'objet de poursuites fédérales pour avoir exercé mon droit à la liberté d'expression et de réunion », déclara-t-elle, ajoutant à sa décharge qu'elle était « une personne innocente et non une émeutière professionnelle ». Sa réaction est révélatrice du long lavage de cerveau subi par cette femme et par nombre de ses concitoyens.

1. Donald Trump, discours du 6 janvier 2021.

2. Mike Pence, alors vice-président des États-Unis, avait été taxé de « traître » par Trump suite à son refus d'annuler l'élection (une action bien sûr contraire à la Constitution).

Nos démocraties malades du numérique ?

États-Unis : comment en est-on arrivé là ? Comment des millions de personnes se sont-elles persuadées que l'élection leur avait été volée ? Comment ont-elles pu croire que l'ensemble des journalistes travaillant pour les médias traditionnels – journalistes que certains émeutiers, au Capitole, appelaient à « assassiner » – leur mentaient à longueur de journée ? Qui plus est, ces convictions sont encore solidement ancrées dans les esprits : un an après, plus d'un tiers des électeurs américains estimaient que l'élection de 2020 était illégitime, bien que Biden ait remporté le vote populaire par plus de 7 millions de voix. Et, faut-il le rappeler, les innombrables audits, procès et enquêtes qui ont suivi n'ont trouvé aucune preuve significative de fraude.

Et en France ? Risque-t-on de voir un jour des émeutiers prendre d'assaut le Sénat ou l'Assemblée nationale ? Certains diront que la polarisation extrême de la population que l'on observe aux États-Unis, tout comme le dédoublement de la réalité autour de faits alternatifs et l'affaïssement de la démocratie qui s'est ensuivi, relève du contexte américain et de la personnalité de Trump. Mais ce serait faire erreur que de sous-estimer la leçon à tirer de cette descente aux enfers de près de cinq ans, depuis les débuts de la campagne de Trump, en 2016, jusqu'à cette triste fin de mandat marquée par les violences au Capitole.

Il s'agit d'un avertissement majeur pour nos démocraties. Même l'une des plus vieilles démocraties au monde a échoué à enrayer la déstructuration progressive de son tissu social, s'exposant ainsi à une possible autodestruction. La menace est réelle, comme l'ont montré la campagne réussie de Boris Johnson pour le Brexit et l'accession au pouvoir

de Jair Bolsonaro au Brésil début 2019 ; sans compter l'influence croissante de Matteo Salvini en Italie, de Viktor Orbán en Hongrie, et d'autres populistes européens d'extrême droite qui prônent des régimes autoritaires. Trump est un symptôme avant d'être une cause. Le symptôme de notre impréparation à l'ère numérique et de l'intoxication qui en a découlé.

De fait, tous ces exemples ont un point commun. Trump communiquait directement avec ses fans via Twitter (il comptait 88,7 millions d'abonnés au moment de la suspension de son compte, le 8 janvier 2021). Sa campagne, tout comme celle de « Vote Leave » pour le référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne, entre fin 2015 et juin 2016, a largement profité des opportunités offertes par le système publicitaire de Facebook. Salvini a conquis sa notoriété via Facebook, et Bolsonaro grâce à WhatsApp.

Ce serait toutefois aller un peu vite en besogne que de jeter l'opprobre sur les réseaux sociaux et la Big Tech¹ sans examiner ce qui s'y joue réellement. Car ce n'est pas uniquement la possibilité d'une communication directe d'un homme politique à ses électeurs, ni même la publicité en ligne, qui a entraîné le basculement d'un nombre si important de démocraties du côté obscur, en les faisant céder aux sirènes du populisme. Pour comprendre le tableau global, il importe de questionner plus largement la

1. La Big Tech désigne l'ensemble des super-géants du numérique, qui constituent actuellement les entreprises à plus forte capitalisation au niveau mondial. Elle a été historiquement désignée sous l'acronyme de GAFAM, pour « Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft ». Mais avec le changement de nom de certaines de ces compagnies (Google en Alphabet, puis Facebook en Meta) et l'arrivée d'autres super-géants, notamment les entreprises chinoises Alibaba et Baidu, nous préférons à cet acronyme le terme plus générique de Big Tech.

profonde transformation des modes de production et de circulation de l'information à l'ère numérique.

Depuis une génération, cette transformation n'a fait que s'accélérer. Hommes politiques et entreprises se sont rapidement adaptés. En revanche, les citoyens, qui doivent sans cesse s'adapter aux dernières innovations en matière de communication et de traitement de données personnelles, sont restés à la traîne. La situation n'est pas plus brillante du côté des lois qui encadrent l'utilisation de ces innovations ; leur retard ne cesse de se creuser. Tant que ce fossé perdurera, les démocraties continueront de dériver vers le populisme.

Cette « maladie » des démocraties a un nom : l'illibéralisme. Par illibéralisme, il faut entendre, comme l'a défini le journaliste politique Fareed Zakaria¹, un régime où l'État de droit, la séparation des pouvoirs et la protection des libertés fondamentales (expression, réunion, religion et propriété) sont bafoués. À une époque où tant de personnalités politiques appellent les citoyens à se battre pour leurs libertés, cette montée de l'illibéralisme devrait en préoccuper plus d'un, car il est l'antichambre du totalitarisme. L'Histoire l'a démontré encore récemment en Russie avec les agissements de Vladimir Poutine, et en Turquie avec ceux de Recep Erdogan².

La situation est à prendre d'autant plus au sérieux que tous les facteurs d'instabilité sont aujourd'hui réunis. Facteurs conjoncturels tout d'abord, avec une triple crise sanitaire, économique et sociale. Facteurs structurels ensuite,

1. Zakaria, Fareed, « The Rise of Illiberal Democracy ». *Foreign Affairs* 76, n° 6:22, 1997.

2. Pour une perspective historique, voir le livre d'Anne Applebaum, *Démocraties en déclin : réflexions sur la tentation autoritaire*, Grasset, 2021.

l'idéologie consumériste de ces dernières décennies, fondée sur le principe d'une croissance infinie, venant se heurter aux limites planétaires. La frustration des populations enfle sous l'effet des différentes crises, tandis que les portes de sortie se referment pour les gouvernements. Et quand un fleuve en crue rencontre un obstacle, nul ne sait dans quelle direction il va sortir de son lit... mais nombreux seront ceux qui voudront le détourner à leur profit.

Analyser pour mieux lutter

Pas de panique : rien n'est inéluctable. Pour faire rempart contre les flots tumultueux qui risquent d'emporter nos libertés, il suffit de s'armer, non pas de boucliers et de barres de fer comme les émeutiers que nous décrivions plus haut, mais mentalement ! C'est le projet de cet ouvrage, qui entre autres, propose des pistes d'actions.

Dans les pages qui suivent, nous allons analyser les différentes évolutions de nos environnements numériques qui menacent aujourd'hui de faire plier nos démocraties et qui manipulent nos opinions, si ce n'est notre vote. Ces analyses feront intervenir les technologies de la communication et du marketing, mais aussi la psychologie, la sociologie, la science des réseaux, et ce que l'on appelle aujourd'hui la science des systèmes complexes. J'ai pris soin d'expliquer les notions introduites au fur et à mesure, et résumées dans le glossaire. Ce livre est écrit pour être accessible à tout un chacun, car la seule manière de se prémunir des dysfonctionnements de nos collectifs... est d'en prendre conscience collectivement.

Avant de commencer, peut-être faut-il préciser ce qui m'a amené à vous raconter tout cela. Je mène mes recherches dans le domaine des sciences sociales dites computationnelles. Celles-ci, qui étudient le social avec des

méthodes mathématiques et informatiques, se sont considérablement développées depuis les années 2000. À nouvelle ère, hommes nouveaux ! En se plongeant dans les masses de données numériques à leur disposition, les chercheurs tentent de comprendre ce qui se déroule sous nos yeux : quel impact les environnements numériques ont-ils sur chacun d'entre nous et, par ricochet, sur la société dans son ensemble ? Dans quelle mesure les environnements numériques orientent-ils nos pensées, ou permettent-ils à certains acteurs de le faire ?

Quand on met le doigt dans cet engrenage intellectuel, on arrive rapidement à s'interroger sur la manipulation des opinions à des fins politiques. En 2016, j'ai donc lancé, avec une petite équipe CNRS, le projet *Politoscope*¹. Scrutant le réseau social Twitter, le *Politoscope* collecte les messages émis par les comptes appartenant aux mondes de la politique et des médias, ainsi que ceux mentionnant certaines personnalités politiques ou des mots clés génériques tels que « présidentielle », « vote blanc », etc. Ce projet ne s'est jamais arrêté : plusieurs centaines de millions de messages, émis par plus de quinze millions d'utilisateurs, ont déjà été récoltées et analysées.

Et les recherches que j'ai faites dans ce cadre m'ont amené à formuler une conjecture : *le modèle économique actuel de la Big Tech, fondé sur la marchandisation de l'influence sociale, est incompatible avec la pérennité de nos démocraties*. Peut-être ne serez-vous pas d'accord avec cette conjecture ; mais j'espère qu'à la lecture de cet ouvrage, vous vous convaincrez du moins que de grands bouleversements sont en cours, qu'il faut s'éveiller à ces questions et prendre soin de nos démocraties.

1. Projet de l'Institut des systèmes complexes de Paris Île-de-France, s'appuyant sur la plateforme *Multivac* développée par Maziyar Panahi, voir politoscope.org.

Une chose est sûre : en une seule génération, nos sociétés ont ainsi été plongées dans des environnements numériques radicalement nouveaux dont on ne mesure pas encore tout à fait les effets. Saurons-nous, citoyens, nous adapter ? Nos institutions pourront-elles s'adapter ? À l'échelle de l'espèce humaine, nous ne sommes qu'au premier jour d'expérimentation, et ce qui se passera le deuxième jour est encore largement entre nos mains. Alors, ne baissons pas les bras ! À nous de méditer les faits marquants de cette aube numérique et de nous efforcer d'en tirer des enseignements pérennes.

Chapitre 1

La France dans le collimateur de l'alt-right

*Les grands hommes appellent honte le fait de perdre
et non celui de tromper pour gagner.*

Machiavel

La guerre des mèmes

« Hey/pol/, quand est-ce que vous prévoyez de diffuser des mèmes pour aider/notre préférée/à conquérir l'Élysée ? On dirait qu'un "centriste" va être élu président de la France. Le moment est venu de rendre à l'Ouest sa grandeur. »

Anonymous ID:d+3up+ui Lun.
20 fév. 2017 01:33:35, 4chan

Sur l'image, Emmanuel Macron, mains en l'air, est tenu en respect par une baïonnette (voir la figure A du cahier couleur). Derrière lui, dans la même posture, se tient la candidate malheureuse à l'élection présidentielle de 2016 aux États-Unis, Hillary Clinton, figurée en zombie. La légende : « *On les a déjà battus, on les battra encore !* » Le photomontage, posté sur Internet, attire l'œil. Des internautes anonymes répondent à son auteur et commentent la situation. Leurs avatars sont sans ambiguïté : des croix gammées, des symboles du Ku Klux Klan, ou la grenouille verte « Pepe the Frog ¹ », mascotte de la nouvelle extrême

1. « Pepe la grenouille » est un personnage de bande dessinée représentant une grenouille verte. Il devient un mème Internet en 2008 et,

droite mondialisée. Nous sommes le 25 avril 2017, deux jours après le premier tour de l'élection présidentielle, sur le forum américain 4chan, dans l'espace /poll/ dédié au politiquement incorrect. Ces internautes tiennent ici une énième réunion sous le nom de code /Le Pen General/. Très préoccupés par ce qui se déroule en France, ils s'expriment pourtant dans la langue de Shakespeare. Et pour cause : la plupart d'entre eux ne sont pas français. Ils se revendiquent d'une frange de l'extrême droite anglo-saxonne décomplexée, communément appelée « alt-right ». Dans le sillage du Brexit et de l'élection de Trump, celle-ci rêve de faire triompher l'extrême droite, le nationalisme¹ et les suprémacistes blancs² partout où la misère et la colère des peuples pourront les faire prospérer.

Pourquoi des étrangers s'intéressaient-ils ainsi à Emmanuel Macron ? La réponse était écrite noir sur blanc dès les premières lignes de ce forum :

« Tandis que les médias veulent vous faire croire que les chances [de Le Pen] de gagner sont proches de zéro, rien n'est perdu. Beaucoup d'électeurs de Mélenchon (le Bernie français) refusent de voter Macron, ce qui peut nous donner l'avantage dont nous avons besoin. La stratégie est simple : GUERRE TOTALE DES mêmes. »

Anonyme ID:/Spu4B6q Mar. 25 avr. 2017, 4chan

à partir de 2016, il sert de symbole de ralliement pour les partisans de Donald Trump.

1. Théorie politique qui affirme la prédominance de l'intérêt national par rapport aux intérêts des classes et des groupes qui constituent la nation, ou par rapport aux autres nations de la communauté internationale.

2. Ces personnes embrassent une idéologie qui considère qu'une catégorie de personnes est supérieure aux autres de par sa couleur de peau (perçue comme « blanche »).

Les *mèmes*, ce sont ces contenus qui circulent de manière virale sur les réseaux sociaux et que les internautes s'approprient en les dupliquant ou les modifiant à l'envi. La plupart du temps, il s'agit d'images, de GIF animés, et de courtes vidéos mettant en scène une personne dans une situation incongrue ou qui éprouve une émotion intense comme la surprise, la peur, le dégoût et le plaisir. « Un dessin vaut mieux qu'un long discours » : cet adage est d'autant plus vrai pour une image numérique qui s'adresse directement aux émotions, et peut être recopiée sans effort, adaptée et diffusée en quelques clics. De ce fait, les mèmes, construits sur des phrases et images chocs ou maniant la dérision, occupent une place de choix dans les échanges entre internautes.

La plupart des mèmes le deviennent de manière fortuite. En 2007, un père poste sur son compte Flickr ¹ une photo de son fils de 2 ans à la plage, poing fermé, le regard rivé à l'objectif. Ce mème a eu un succès foudroyant : les internautes s'en servent quotidiennement pour symboliser la détermination à réussir, avec des sous-titres tels que « Yes », « beau travail » ou « succès ! ». Depuis lors, la photo a été reprise dans diverses publicités et sur les écrans de veille des consoles Xbox, et a même donné lieu à des reproductions sous forme de statuettes.

Les mèmes ne sont pas toujours si innocents... En 2017, les partisans de l'alt-right souhaitaient, quant à eux, exploiter la viralité des mèmes pour éveiller massivement chez les citoyens français, et en quelques jours, des émotions négatives à l'encontre d'Emmanuel Macron. Leur espoir était d'infléchir suffisamment les intentions de vote pour faire triompher Marine Le Pen, leur « golden queen », au second tour des élections.

1. Flickr est un site Internet spécialisé dans le partage de photos.



Affiche détournée de la Seconde Guerre mondiale : « Devenez tous des combattants. Faites la guerre des mèmes ! » Pepe the Frog, qui porte ici la chevelure blonde de Marine Le Pen, part au combat, soutenu par des ouvriers-soldats à tête de Wojak (un mème qui symbolise, ici, le partage d'émotions entre partisans).

Progresser en terrain ennemi

La stratégie de l'alt-right, rodée élection après élection à travers le monde, exploite une faille de notre mode de scrutin à deux tours. Les deux finalistes sont généralement passés avec moins de 25 % de voix au premier tour ; il y a donc une majorité de Français qui n'ont pas voté pour eux et dont le choix au second tour est incertain. Les influencer sera d'autant plus facile que la campagne aura été particulièrement hostile et polarisée.

Avant le second tour qui doit se tenir le 7 mai 2017, des espaces d'échanges numériques sont donc ouverts sur des réseaux sociaux comme Discord, Reddit, Twitter, Facebook et 4chan pour que les protagonistes se coordonnent

et partagent des ressources. Un premier enjeu consiste à franchir la barrière de la langue. Les leçons ont été tirées d'une première campagne, menée début 2017, avec le mot clé MFGA (pour Make France Great Again, soit « rendez à la France sa grandeur »). Cette campagne avait peiné à trouver un public : elle avait été relayée presque exclusivement par les sympathisants du Front national. Cet échec a rappelé à ces activistes étrangers l'importance de communiquer en français pour toucher les Français. Conseil est donc donné de passer par des logiciels de traduction en ligne... dont les résultats laissent parfois à désirer. Les erreurs de traduction grossières trahissent ainsi l'origine de quelques-uns de ces messages. On en retrouve facilement sur Internet, en cherchant par exemple « Notre culture est endommagée », traduction approximative de « our culture is damaged ».

Un deuxième enjeu est d'améliorer la connaissance du terrain. Un appel à collaboration est lancé à destination des citoyens français : « Vous devez nous fournir quelques éléments de reconnaissance. Nous ne connaissons rien de votre putain de segment Internet. Donnez-nous des liens vers 1) des chaînes YouTube populaires, 2) des comptes Twitter populaires, 3) des pages Facebook, 4) IMPORTANT : des comptes de journalistes, tout spécialement ceux qui soutiennent notre cause ou qui sont friands de mêmes, 5) les communautés en ligne que vous trouverez pertinentes. NOUS AVONS BESOIN D'ATTEINDRE LES NORMIES. »

« Normies », c'est le petit nom que les partisans de l'alt-right donnent à ceux qui ne pensent pas comme eux. À leur grand regret, ils constituent encore la grande majorité de la population. Et, pour changer la situation, rien de tel que de commencer par créer de la division au sein des normies... Il est donc demandé à ces « collaborateurs »

français de donner des précisions sur les problèmes que rencontre leur pays (tels que des soucis d'argent, ou des questions touchant aux thèmes de l'immigration et de la religion) et les conflits intérieurs qui préexistent : les habitants du sud de la France méprisent-ils ceux du nord, par exemple ? Ceux qui résident sur le littoral sont-ils plus fortunés que les montagnards ? Riche de ces informations, le groupuscule exploite ensuite l'omniprésence des réseaux sociaux pour attiser les haines et les rancœurs, et rendre les aspirations des différentes sous-populations incompatibles entre elles.

« Supprimer les électeurs » à défaut de convaincre

Les consignes pour les opérations de terrain sont précises : rien ne sert de créer des mèmes pro-Le Pen, il reste trop peu de temps pour convaincre les Français des mérites de Marine. À la place, les partisans s'efforceront d'ériger Macron en repoussoir afin de « supprimer le vote Macron ».

De quoi s'agit-il ? La suppression d'électeurs est l'une des stratégies de manipulation favorites de l'alt-right ; elle a été exploitée massivement en faveur de Trump, lors des présidentielles américaines de 2016 et 2020, via des mèmes dénigrant ses adversaires. Son but : susciter une abstention massive de la part de certaines populations d'électeurs, ou un vote barrage à l'encontre d'un certain candidat, en rendant le vote pour ce candidat émotionnellement désagréable, voire insupportable. Une telle stratégie nécessite de faire un peu de psychologie, et d'apprendre à caresser les différentes communautés politiques dans le sens du poil. Le plan des activistes détaille donc ce qui horripile les différentes sensibilités politiques :

« Adressez-vous à la fois aux électeurs de Fillon et de Mélenchon. Faites deux types de mêmes ; conservateurs pour les électeurs de Fillon, en vous concentrant sur l'Islam et l'immigration, et le fait que Macron ne les arrêtera pas. Et socialistes pour les électeurs de Mélenchon, en montrant à quel point l'UE est mauvaise, et comment Macron est la marionnette des riches banquiers mondialistes.

LE PLUS IMPORTANT :

Les électeurs français détestent Hollande, s'ils apprennent à quel point [Macron] était son larbin, ils ne voudront jamais voter pour lui. La plupart des électeurs français ne veulent pas de 5 années supplémentaires de Hollande. »

Anonymous ID:qDVLMj5G Mer. 26 avr.

2017 08:09:38

Des conseils sont donnés sur le montage vidéo et la retouche d'images. Des banques de mêmes sont proposées avec des bulles prêtes à remplir (ci-contre), comme celui de Macron se penchant à l'oreille de Hollande : les participants n'ont plus qu'à imaginer la conversation entre les deux hommes. Grâce à ces modèles, ils créent facilement et rapidement de nouveaux contenus pertinents, sans avoir besoin de saisir tous les ressorts de la politique française.

L'idée est simple : submergés par une multitude de messages allant dans le même sens, des électeurs finiront bien par décider de s'abstenir ou de voter Le Pen. Inutile qu'ils soient nombreux à changer d'avis : on sait bien que, de nos jours, les élections se gagnent souvent de peu (moins de 1 % des voix pour Trump en 2016).



Exemples de memes fournis par les activistes de 4chan.

Le premier modèle joue sur la connivence présumée entre Hollande et Macron : complèteraient-ils pour duper les Français ? Notez que le même sur l'État islamique comporte des fautes de syntaxe qu'aucun francophone ne ferait (« votez à Macron », « pour plus terrorisme »).

L'opération StopMacron à la loupe

Fadaïses que tout cela ? Détrompez-vous, cette opération de manipulation en provenance de l'étranger a bien eu lieu en 2017. Dans le cadre de recherches au CNRS, en analysant l'archive complète de 4chan sur les années 2015 à 2018 (soit 215 millions de messages), mes collègues et moi avons pu déterminer les moments forts de l'opération /Le Pen General/. Celle-ci s'est considérablement intensifiée dans l'entre-deux tours, avec plusieurs milliers d'échanges en l'espace de quinze jours.

Restait à déterminer l'impact sur les médias numériques français de discussions tenues sur un obscur forum du Web... Pour cela, grâce au *Politoscope*, nous nous sommes penchés sur le réseau social Twitter, plateforme explicitement visée dans les discussions sur 4chan. Contrairement à de nombreux autres réseaux sociaux, les données Twitter sont par défaut publiques, ce dont ses utilisateurs sont parfaitement conscients. Même si les utilisateurs de Twitter, couramment appelés « twittos », ne sont pas représentatifs de la population française¹, ce réseau comptabilisait tout de même plus de 9 millions d'utilisateurs actifs en 2021, dont environ 80 % avaient plus de 18 ans. Une audience importante, si on la compare aux 31 millions de suffrages exprimés lors du second tour des présidentielles en 2017. Enfin, Twitter est un canal de communication incontournable pour les personnalités politiques en temps de campagne, et une part importante de leurs militants s'en sert.

Twitter nous a donc servi de jauge pour mesurer l'activité politique française. Le principe est simple : si vous disposez d'une jauge pour observer le niveau d'une rivière,

1. La population des utilisateurs de Twitter est en moyenne plus jeune, plus diplômée et plus masculine.

vous saurez si le niveau d'eau monte ou descend, même si vous ne connaissez pas le niveau d'eau dans l'absolu. Il en va de même pour Twitter, où l'observation des variations relatives d'activité est riche d'enseignements.

Alors, quelle a été l'ampleur de cette campagne d'influence étrangère sur ce réseau social ? Comme annoncé sur 4chan, la campagne s'est traduite par la réappropriation par l'alt-right des codes des communautés politiques de Fillon et de Mélenchon. L'une des stratégies reposait notamment sur l'emploi de hashtags. Les hashtags sont des mots clés que les twittos insèrent dans leurs messages et qui permettent aux autres utilisateurs de retrouver facilement tous les messages sur une thématique donnée ; ils améliorent également la visibilité des tweets, car les hashtags les plus populaires sont mis en avant dans une rubrique « Tendances » sur la page d'accueil de Twitter. Ces mots clés sont précédés du signe #, comme #Marine2022, #Macron2022, #generationmelenchon, #zemmoursecondtour. Le hashtag #MeToo, qui s'est multiplié en 2017, accompagnait par exemple des témoignages de femmes sur les violences sexuelles qu'elles avaient subies.

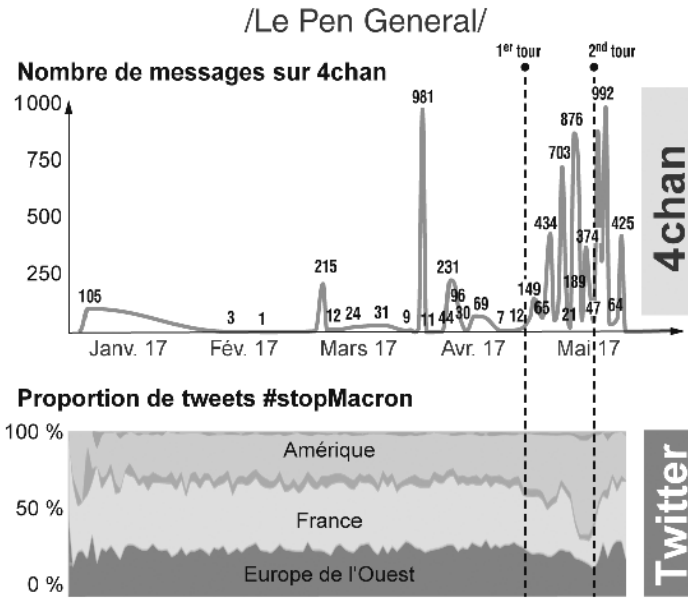
Or les hashtags sont parfois « hackés » par des utilisateurs, qui les reprennent pour exposer les membres de certaines communautés d'intérêt à des messages externes de propagande, une pratique appelée *hashtag hacking*. L'alt-right n'a pas manqué de la mettre en œuvre... Ses partisans ont ainsi inondé Twitter de messages anti-Macron soi-disant émis par des Français, en les étiquetant avec des hashtags déjà populaires dans les communautés visées. Ces messages, bien que semblant émaner de l'Hexagone, n'en étaient pas moins rédigés par des personnes qui n'avaient rien à voir avec la France. L'un de ces hashtags, #Sans-MoiLe7mai, invitait explicitement les électeurs qui

n'auraient pas voté Le Pen à rester à la maison le jour du vote.

Comment estimer la proportion de messages anti-Macron potentiellement inauthentiques pendant l'entre-deux tours ? Pour y voir clair, nous avons recensé quelque 200 000 messages comportant des hashtags tels que #dangermacron, #sortonsmacron ou #jamaismacron, et nous avons récolté une information à laquelle seules les machines ont accès : les fuseaux horaires associés à ces messages. En analysant ces données, et toujours en suivant la métaphore de la jauge, nous avons montré que la répartition de ces fuseaux horaires avait été relativement stable jusqu'au premier tour de la présidentielle, ce qui correspondait à des tweets émis par une population française, puis avait subi de fortes perturbations dans l'entre-deux tours. Cela prouve qu'une partie très significative des messages ainsi collectés, et donc hostiles à Macron, était l'œuvre de personnes qui ne se trouvaient pas sur le territoire français. Il s'agissait bien d'une campagne de manipulation menée par des intervenants étrangers.

À l'automne 2021, l'espace /pol/ de 4chan s'est réactivé dans la perspective de l'élection présidentielle 2022, avec un problème de taille pour ces passionnés de politique étrangère : quel(le) candidat(e) leur faut-il soutenir, maintenant que trois figures, Marine Le Pen, Éric Zemmour et Florian Philippot, se détachent du peloton pour défendre leurs couleurs ? Ce casse-tête est d'autant plus difficile à résoudre que les membres de ce forum sont souvent homophobes, antisémites et misogynes, et que chacun de ces candidats présente à leurs yeux une caractéristique ou une autre qui le rend radicalement inacceptable.

À quel point faut-il s'inquiéter de ce phénomène ? Il est difficile d'évaluer l'impact réel des campagnes de mèmes sur



Les traces de la campagne de désinformation menée depuis l'étranger lors de l'élection présidentielle de 2017. En haut, l'évolution du nombre de messages 4chan au sein du fil de discussion /Le Pen General/. En bas, l'évolution quotidienne de la répartition des différents fuseaux horaires associés aux tweets mentionnant un hashtag anti-Macron sur la même période.

une élection présidentielle. Il est également difficile d'évaluer la taille de ces communautés d'activistes, certainement plus petites qu'elles n'y paraissent. Elles sont probablement assez hétéroclites et composées à la fois de stratèges aguerris, de personnes obsédées par la perte de leur « identité génétique, raciale et culturelle ¹ », et d'agitateurs qui s'amuse à perturber la société depuis leur canapé. Il est plus facile de prédire leur comportement : les partisans de l'alt-right ne

1. Ryan Roderick, « Trump Supporters Online Are Pretending To Be French To Manipulate France's Election », *BuzzFeed*, janvier 2017.

baisseront pas les bras. Creuser les divisions et encourager la polarisation lors d'échéances électorales importantes est devenu l'un de leurs sports favoris, et ils continueront, avec le temps, de perfectionner leurs stratégies...

L'important, c'est le timing !

« Vous pouvez tromper quelques personnes tout le temps. Vous pouvez tromper tout le monde un certain temps. Mais vous ne pouvez pas tromper tout le monde tout le temps », avertissait Abraham Lincoln. Fortes de ce constat, les campagnes d'influence étrangères choisissent plutôt la deuxième option, en ajustant leurs actions et en modulant leur intensité en fonction de la temporalité de la campagne. Jusqu'à quelques semaines avant le jour d'un scrutin, c'est la mise en place. Des sites Internet qui prétendent informer les citoyens sur des sujets allant des médecines douces à la politique sont mis en ligne, de faux comptes sont créés sur les réseaux sociaux, et des échanges avec des comptes réels sont entamés sur des sujets anodins – typiquement le foot ou les animaux de compagnie –, pour instaurer des relations de confiance et commencer à attirer les internautes vers ces sites. Les futurs chemins de diffusion de l'information commencent ainsi à être tracés.

Puis, dans les deux semaines qui précèdent le scrutin, on assiste à la recrudescence de mêmes et de rumeurs véhiculant des opinions négatives sur l'un ou l'autre des candidats, rumeurs que les sites factices s'empressent de confirmer. Sans poser la question du départage du vrai et du faux, ces campagnes installent une ambiance de défiance et agissent d'autant mieux sur la perception des électeurs que les messages ont l'air d'être émis par de véritables concitoyens aux opinions proches des leurs. Vient ensuite le bouquet final : une phase « coup de poing » pendant laquelle sont diffusés des messages à fort

impact, sur des laps de temps si courts que leur contenu en devient invérifiable avant la clôture du vote.

Voilà pourquoi les campagnes de déstabilisation électorale s'intensifient pendant l'entre-deux tours et culminent pendant la période électorale dite de réserve, où, selon un article du Code électoral promulgué en 2011¹, « il est interdit à tout candidat de porter à la connaissance du public un élément nouveau de polémique électorale à un moment tel que ses adversaires n'aient pas la possibilité d'y répondre utilement avant la fin de la campagne électorale ». Cette interdiction étant élargie aux médias audiovisuels, pendant 48 heures, les réseaux sociaux deviennent l'unique source d'information pour les citoyens. Tout événement inhabituel qui surgirait juste avant le vote y serait largement commenté.

À l'ère du numérique, une disposition initialement pensée pour éviter les manipulations crée donc une nouvelle vulnérabilité dans notre système électoral. Un exemple ? Eh bien tout simplement la campagne MacronLeaks, qui s'était déclenchée une minute avant le début de la période de réserve lors de la présidentielle de 2017²... Le 5 mai 2017 à 19 h 59, un lien vers un dossier supposé contenir des courriels compromettants de l'équipe d'En Marche est posté sur Internet. Il est immédiatement relayé sur 4chan par l'Américain William Craddick, connu pour sa contribution à la théorie complotiste du Pizzagate³ qui a visé le parti

1. Article L48-2 du Code électoral.

2. Les détails de cette campagne, ainsi que ses préliminaires, ont été très bien analysés dans un rapport de l'IRSEM : J.-B. Jeangène Vilmer, « The "MacronLeaks" Operation: A Post-Mortem », 2019.

3. Le Pizzagate est une théorie conspirationniste, développée par l'alt-right américaine sur la base de courriels privés divulgués par WikiLeaks. Cette théorie prétendait que l'ancien directeur de campagne d'Hillary Clinton coordonnait un réseau pédophile depuis le sous-sol d'une pizzeria. Le 4 décembre 2016, l'un des partisans de

démocrate pendant la campagne présidentielle américaine de 2016. Puis Jack Posobiec, autre figure de l'alt-right, poste sur Twitter un lien vers 4chan complété, pour la première fois, du hashtag #MacronLeaks.

En quelques heures, l'affaire est évoquée près d'un demi-million de fois, et les rumeurs les plus folles circulent sur les révélations que ces fuites sont censées contenir, sans possibilité de vérification dans un laps de temps si court. Là encore, l'alt-right était à la manœuvre, ainsi qu'environ 18 000 bots (des robots virtuels créés pour exécuter des tâches informatiques simples) qui ont amplifié la diffusion des messages par des retweets automatiques.



Le premier tweet accompagné du hashtag #MacronLeaks, publié le 5 mai 2017, émanait d'un Américain partisan de l'alt-right.

cette théorie a même été jusqu'à traverser les États-Unis pour se rendre sur place muni d'un fusil d'assaut afin de sauver les « enfants esclaves sexuels » qui se seraient trouvés dans l'établissement. Il n'a évidemment trouvé aucune preuve, et il s'est rendu à la police sans résister.

Un peu trop peut-être. Comme le révèle une étude américaine¹, la grande majorité des relais MacronLeaks sur Twitter étaient américains et s'exprimaient en anglais, ce qui a considérablement limité leur diffusion et a pu jeter le doute sur la véracité de ces fuites. Par ailleurs, il n'y avait rien de réellement compromettant dans les documents mis en ligne. Des traces de modification des fichiers, écrites en cyrillique, ont même été retrouvées ! Cette bévue, avec d'autres indices concordants, laisse penser que, si la diffusion des MacronLeaks était l'œuvre de l'alt-right, la responsabilité du vol de ces fichiers et leur mise à disposition incombaient aux services de Vladimir Poutine.

Enfin, le timing s'est révélé malheureux. Si ce dernier laissait trop peu de temps pour démontrer le caractère anodin de ces fuites, il n'en laissait pas assez non plus pour une réelle diffusion. Une journée supplémentaire aurait donc été bienvenue... L'opération MacronLeaks fut ainsi un fiasco, en particulier parce qu'elle a échoué à masquer l'origine de ses auteurs. Elle illustre cependant parfaitement le genre de synergies qu'il peut y avoir, au sein de l'espace numérique mondialisé, entre des acteurs ayant des intérêts communs (l'alt-right, l'extrême droite française et le régime de Poutine ont tout autant intérêt à affaiblir les démocraties européennes).

Le piège des demi-informations

Lorsque j'étais enfant, pour envoyer un message à quelqu'un, je l'écrivais d'abord sur du papier, je recopiais l'adresse du destinataire sur une enveloppe et l'affranchissais au tarif en vigueur selon la distance à parcourir, je glissais

1. E. Ferrara, « Disinformation and social bot operations in the run up to the 2017 French presidential election », *First Monday*, 2017.